

Août 2023

Société PARCOLOG GESTION
Zone d'Activités de la Barogne
77 230 MOUSSY LE NEUF

**Annexe 3 – Conformité à
l'arrêté ministériel du 1
juin 2015**



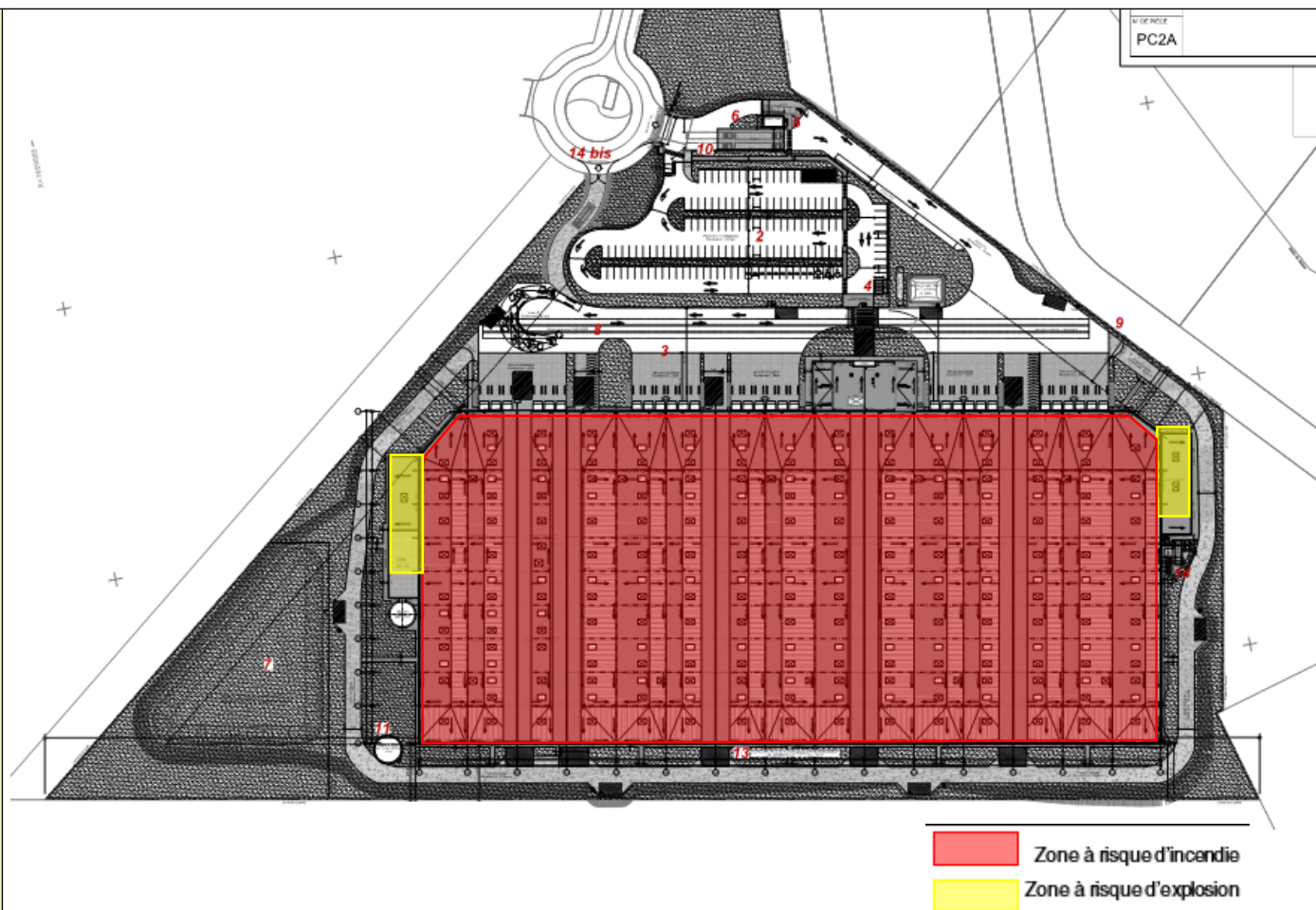
19 Bis avenue Léon Gambetta
92120 Montrouge

T+33 1 46 94 80 64

www.b27.fr
contact@b27.fr

<p>Arrêté du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Analyse de la conformité de la plateforme logistique PARCOLOG GESTION Commune de Moussy-le-Neuf</p>
<p>Article 1</p>	<p>Le bâtiment objet du présent dossier est construit sur un terrain de 75 925 m² de la Zone d'Activités de la Barogne sur la commune de Moussy-le-Neuf (77 230). Il est destiné à un usage d'entrepôt et de bureaux et présente une Surface Plancher totale de 32 381 m² divisé en 6 cellules de stockage : 5 cellules de stockage de produits combustibles courants (cellules 1 à 5) et 1 sous-cellule de stockage de liquides inflammables (cellule 1bis).</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022, l'établissement est soumis à enregistrement au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour la rubrique 1510 et à déclaration au titre des rubriques 1185, 2910-A, 2925.1 et 2925.2.</p> <p>L'objet de ce présent porter à connaissance est de classer le site à enregistrement pour la rubrique 4331 de la législation des ICPE.</p> <p>Du fait de ce nouveau classement, l'installation devra être implantée, réalisée et exploitée conformément aux prescriptions de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>L'objectif du présent document est de justifier du respect des prescriptions de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 modifié par l'arrêté du 22 septembre 2021.</p>
<p>CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES Article 5 - Implantation</p>	<p>La sous-cellule pouvant accueillir un stockage des liquides inflammables (cellule 1bis) sera implantée à plus de 20 mètres des limites de propriété.</p> <p>Les distances de perception des effets thermiques autour de l'établissement ont été modélisées avec le logiciel FLUMILOG V5.6.1.0 (outil de calcul V5.6) pour la cellule 1bis, sur la base d'un stockage de liquides inflammables.</p> <p>L'objectif de ces modélisations est de déterminer les distances de perception des flux thermiques de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 8 kW/m² pour le seuil des effets domino correspondant au seuil de dégâts grave sur les structures. ➤ 5 kW/m² pour le seuil des effets létaux délimitant la zone des dangers graves pour la vie humaine ;

	<p>➤ 3 kW/m² pour le seuil des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine.</p> <p>Les modélisations sont présentées au chapitre 8.1.2 du présent porter à connaissance.</p> <p>Elles permettent de constater qu'en cas d'incendie de la cellule de stockage de liquides inflammables, les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété.</p> <p>Ce bâtiment ne comprend pas, ne surmonte pas, et n'est pas surmonté de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
Article 6- Envol des poussières	Les voies de circulation de l'établissement seront goudronnées et convenablement nettoyées.
Article 7 – Intégration dans le paysage	<p>L'établissement sera régulièrement nettoyé par un prestataire de service.</p> <p>Les espaces verts seront entretenus par une société spécialisée.</p>
CHAPITRE II – PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS SECTION I - Généralités Article 8 – Localisation des risques	<p>L'ensemble des cellules de stockage présente un risque d'incendie.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.</p>



Article 9 – Etat des stocks de matières dangereuses	<p>Les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés seront conservées sur le site et tenues à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un état des stocks sera tenu à jour par l'exploitant, y compris pour les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état permettra de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Cet état des stocks sera mis à jour de façon hebdomadaire pour les produits combustibles courants et de façon quotidienne pour les produits dangereux et liquides inflammables. Cet état des stocks sera accessible à tout moment, y compris en cas d'incident.</p> <p>Un plan général des zones d'activités ou de stockage sera associé à l'état des stocks.</p>
Article 10- Propreté de l'installation	<p>Les locaux seront maintenus propres et régulièrement nettoyés.</p>
SECTION II – Dispositions constructives Article 11	<p>11.1. Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734</p> <p>I. Réaction et résistance au feu Le bâtiment présentera les caractéristiques constructives suivantes :</p> <p><u>Structure :</u></p> <ul style="list-style-type: none">➤ La structure porteuse du bâtiment présentera une résistance au feu d'une heure (R60).➤ Les poteaux supportant les écrans thermiques (comme ceux insérés dans les murs coupe-feu séparatifs) seront R120 à la différence des autres poteaux de la structure qui seront R60.➤ Les poteaux supportant les murs coupe-feu de degré 4 heures seront R240 à la différence des autres poteaux de la structure qui seront R60.➤ Le sol sera en béton de classe A1fl. <p><u>Parois</u></p> <ul style="list-style-type: none">➤ Les parois extérieures seront composées d'un bardage acier double peau bénéficiant d'un classement A2 s1 d0.➤ Les façades Est, Sud et Ouest du bâtiment seront en écran thermique coupe-feu de degré 2 h (EI 120).➤ La façade Ouest de la cellule C1, au niveau du local et de la cuve sprinkler sera coupe-feu de degré 4 h sur une longueur de 22 mètres.➤ Les parois séparatives entre cellules seront des murs en béton cellulaire coupe-feu de résistance au feu 4 h

VII. - Bureaux et locaux sociaux :

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais ou d'exploitation destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les quais ou les installations, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres de la partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans être contigus avec les parties de bâtiment où sont présents des liquides au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

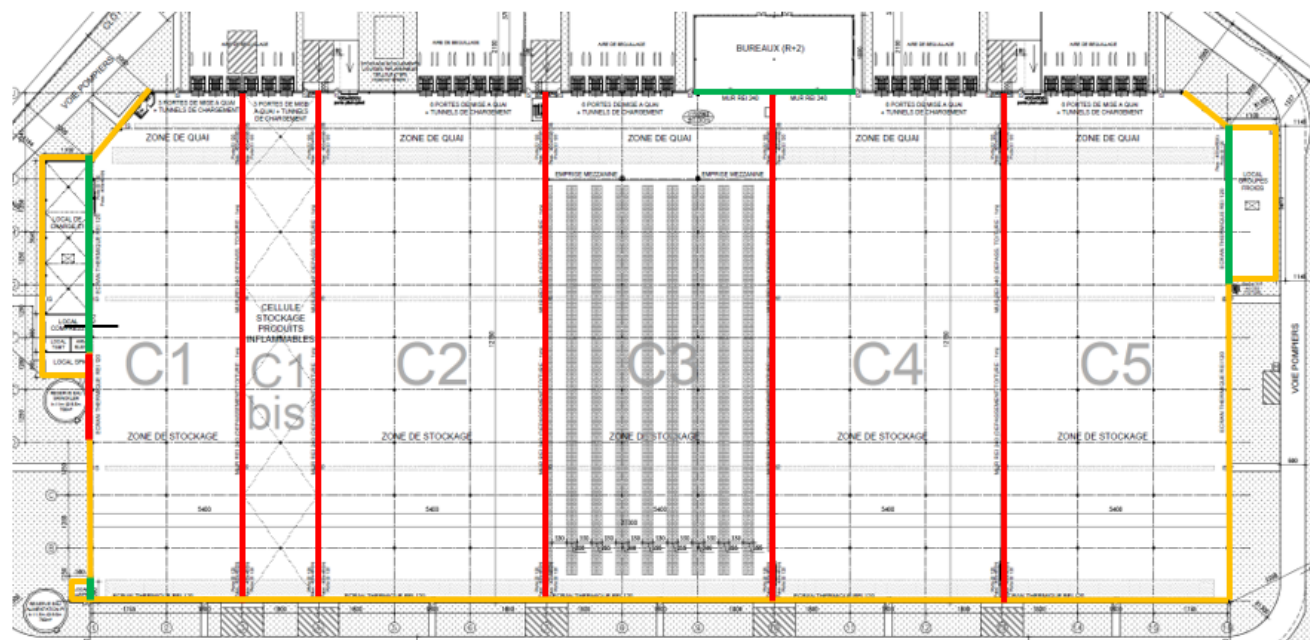
11.2. Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens.

11.3. Dispositions relatives aux stockages en récipients mobiles.

Le point 11.3 fixe les dispositions relatives à la conception et à l'aménagement des stockages en récipients mobiles contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

I. - Conception :

(REI 240). Ces parois dépasseront de 1m en toiture et seront prolongés latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre ou perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade. Les éventuelles traversées de canalisations existant dans les murs coupe-feu séparatifs seront munies d'un dispositif de calfeutrement assurant un même degré de résistance.



- Mur coupe-feu 4 h (REI 240)
- Mur coupe-feu 2 h (REI 120)
- Ecran thermique 2 h (REI 120)

Ouvertures

- Les ouvertures créées dans les murs REI 240 seront équipées de portes coupe-feu de degré 2h doublées (2 x EI 120).

Les récipients mobiles sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et aux codes en vigueur prévus pour le stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.

II.- Interdiction de stockage en contenants fusibles

A.- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

B.- Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Les dispositions des points A et B ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre

- La fermeture des portes coupe-feu sera également déclenchée par l'alarme de l'installation sprinkler.
- Les ouvertures piétonnes aménagées dans les murs coupe-feu séparatifs REI 240 seront équipées d'une porte battante coupe-feu de degré 2h doublées (2 x EI 120) avec ferme-porte.

Toiture

- Les éléments de support de la toiture (pannes) seront en béton et présenteront un classement A2 s1 d0.
- La couverture du bâtiment sera réalisée à partir de bacs en acier galvanisé avec isolation en panneaux laine de roche et étanchéité.
- L'ensemble de la toiture satisfait au classement au feu Broof T3.
- L'éclairage naturel de l'entrepôt sera assuré par des lanterneaux fusibles en polycarbonate non gouttant satisfaisant la classe d0.
- La toiture sera recouverte d'une bande de protection sur une largeur de 5 m de part et d'autre du dépassement des murs coupe-feu séparatifs. Cette bande de protection sera en matériaux A2 s1 d0 ou comportera en surface une feuille métallique A2 s1 d0.

II. Surface maximale

La cellule 1bis pouvant accueillir un stockage de liquides inflammables présentera une surface inférieure à 3 500 m². Elle sera à simple rez-de-chaussée et ne comportera pas de mezzanine.

- Cellule 1bis = 2 176 m²

III. Cantonnement

Le plan de principe de désenfumage permet de constater que la cellule 1bis sera divisée en trois cantons de désenfumage.

Les cantons de la cellule 1bis présenteront une superficie inférieure à 1 600 m² et une longueur inférieure à 60 mètres. Chaque écran de cantonnement sera stable au feu DH30, et aura une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage sera supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de l'entrepôt sont visibles dans le plan de principe de désenfumage en annexe 2 du présent porter à connaissance.

IV. Désenfumage

Le plan de principe de désenfumage permet de constater la répartition des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC) sur l'ensemble de la toiture l'établissement.

l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

III. – Aménagements des stockages extérieurs :

IV. - Aménagements particuliers dans un bâtiment :

A. - Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14.
B. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14 et :

-limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ;
-limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.

En l'absence de système d'extinction automatique, cette hauteur est limitée à 5 mètres.

C. - Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la partie de bâtiment où est stocké au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettier.

D. - Les récipients mobiles stockées en masse forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

-la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;

-la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;

On peut constater que la surface de désenfumage de 2 158,95 m² dans la cellule 1bis sera équipée de 11 DENFC. Chaque DENFC présentera une superficie utile de 4,20 m².

L'article 11 de l'arrêté du 1er juin 2015 précise que :

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

On constate donc qu'il sera bien implanté un DENFC pour 250 m² de superficie de toiture du bâtiment (dans le cas présent un exutoire pour une moyenne de 224 m² de surface d'entrepôt).

On peut constater également sur le plan de principe de désenfumage qu'il ne sera pas implanté de DENFC à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparatifs entre les cellules du bâtiment.

Les caractéristiques des 10 lanterneaux seront les suivantes :

- Lanterneau Bleusteel DV pneu
- Dimension : 3 x 2 m
- S.G.O. : 6,00 m²
- S.U.E. : 4,62 m²

Le comptage du nombre de DENFC par canton de désenfumage dans l'établissement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Désignation du canton	Surface	Nbr lanterneaux théorique	Nbr lanterneaux nécessaire
1bis.1	813 m ²	3,52	4
1bis.2	660 m ²	2,86	3
1bis.3	674 m ²	2,92	3
Total cellule 1bis	2 176 m ²		10

On constate que pour chaque canton de désenfumage, la superficie de désenfumage est supérieure à 2% de la superficie du canton.

-la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au V de l'article 22

E. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances, ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14. En l'absence d'extinction automatique, cette hauteur est limitée à 8 mètres.

F.-La distance au sol entre les parois, façades ou élément de structure en l'absence de paroi d'une partie de bâtiment abritant au moins un liquide inflammable et des stockages extérieurs abritant au moins un liquide ou solide liquéfiable combustible en récipient mobile n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance n'est pas applicable :

-si la paroi extérieure du bâtiment abritant au moins un liquide inflammable est REI 120 et dépasse d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment.

-si l'exploitant justifie que les effets dominos (seuil des effets thermiques des 8 kW/ m²) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, réciproquement de l'un des stockages vers l'autre stockage. Les éléments de justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les commandes manuelles des exutoires seront regroupées par cantons de désenfumage et seront situées en deux points opposés des cellules de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.

L'ouverture des exutoires d'un canton ne pourra être inversée par les commandes situées de l'autre côté de la cellule. Chaque exutoire de désenfumage sera équipé d'un fusible thermique permettant son ouverture automatique en cas d'incendie. Le déclenchement de ce fusible sera indépendant de l'installation d'extinction automatique d'incendie qui fera office de détection automatique dans ce bâtiment.

Le thermodéclencheur assurant l'ouverture automatique des exutoires est taré à 93 °C en standard. Il déclenche donc à une température supérieure à celle de déclenchement de l'installation sprinkler (les thermofusibles de l'installation sprinkler sont tarées à 68°C).

L'installation sprinkler se déclenche donc avant l'ouverture des exutoires de désenfumage.

V. Amenées d'air

Les amenées d'air frais auront une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, et seront réalisées par l'ouverture des différentes portes donnant sur l'extérieur (portes d'issues de secours, portes sectionales de quais et portes sectionnelles de plain-pied).

Désignation du canton	Surface	Nbr lanterneaux	Surface d'arrivée d'air nécessaire
1bis.1	813 m ²	4	18,5 m ²

Type d'ouvrant	Portes issue de secours	Portes de quai	Surface d'arrivée d'air
Largeur	0,90 m	2,75 m	
Hauteur	2,10 m	3,00 m	
Surface	1,89 m ²	8,25 m ²	
Nombre d'ouvrants	1 u	3 u	26,64 m ² > 18,5 m ²

Le tableau permet de constater que les amenées d'air frais présentent une superficie supérieure à la surface utile des exutoires du plus grand canton.

VI. Chaufferie, tuyauteries, local de charge de batteries

Les locaux de charge sont équipés de DENFC. Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.

Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Le bâtiment dispose de deux locaux techniques dédiés au chargement des batteries des chariots élévateurs implantés en saillie de la façade Ouest de la cellule 1 et de la façade Est de la cellule 5. Ces locaux de charge sont séparés des cellules de stockage adjacentes par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI120) par une porte coupe-feu de degré 2 heures (EI120) à fermeture automatique.

Ces locaux de charge seront exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (atelier de charge) ».

La couverture des locaux de charge des batteries est incombustible.

Chaque local de charge possède une issue de secours vers l'extérieur.

Comme l'ensemble de l'installation électrique, les équipements électriques spécifiques aux locaux de charge sont réalisés selon les normes et ils seront inspectés régulièrement par un organisme agréé.

Des cartouches fusibles et un relais disjoncteur protègent les installations contre les risques de court-circuit. L'éclairage artificiel se fait par des lampes sous enveloppe protectrice en verre.

Pour limiter le risque d'accumulation d'hydrogène, chaque local de charge de l'établissement est équipé d'une ventilation mécanique forcée installée en toiture.

Le sol et les murs, jusqu'à une hauteur d'un mètre, sont recouverts d'un revêtement anti-acide.

Les locaux de charge sont équipés d'une fontaine oculaire et d'un extincteur au CO₂.

Les eaux résiduaires (acides) sont collectées dans un bac étanche, pour neutralisation (pH entre 5,5 et 8,5). La vidange de ce bac ne pourra se faire que par un système de pompage manuel. Les eaux seront évacuées par une société spécialisée.

La température des cellules 1 à 4 sera régulée par des rooftops positionnés en toitures de type pompe à chaleur : IH 130 dans les cellules 2 à 4 et IH 085 dans les cellule 1 et 1bis.

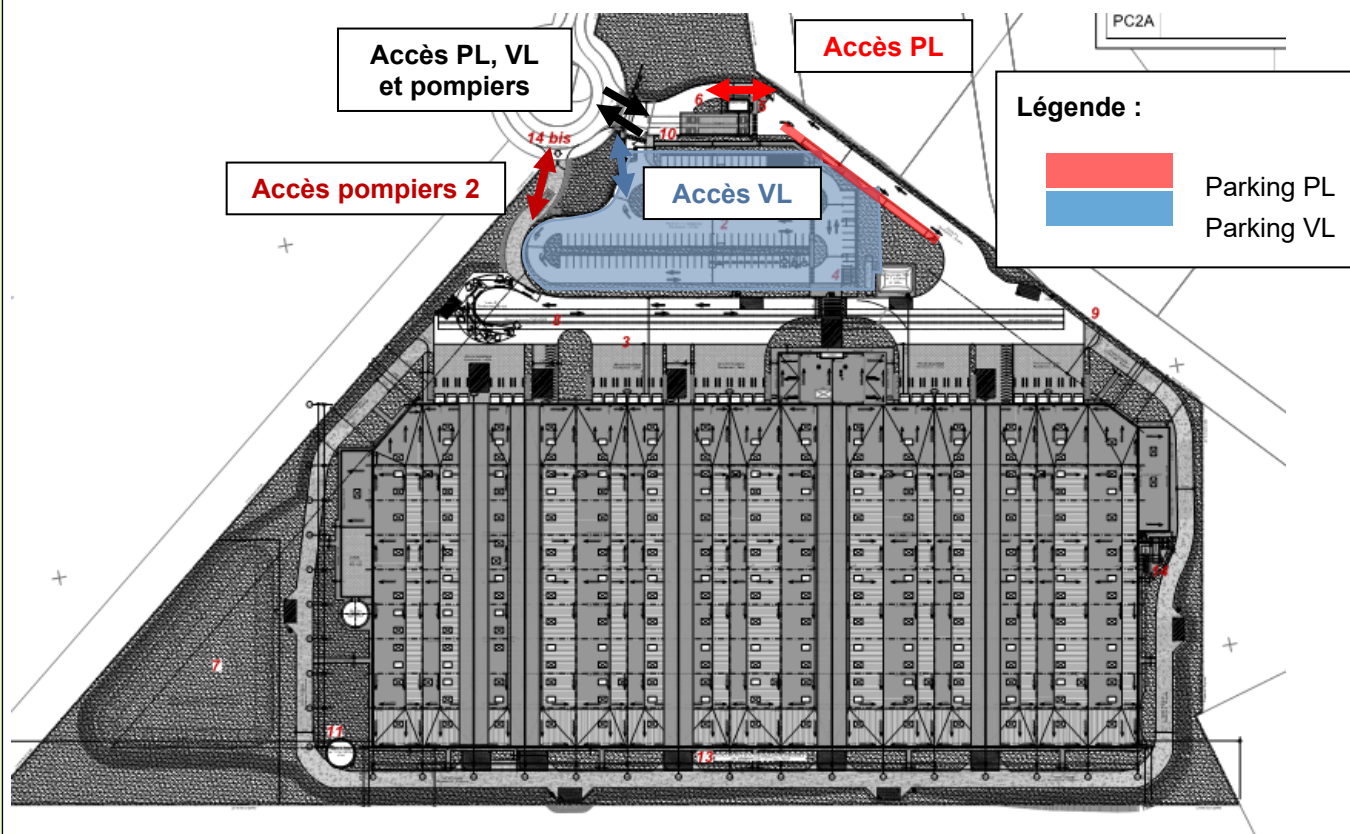
La température sera régulée par des sondes d'ambiance judicieusement réparties.

L'air sera distribué par des gaines métalliques vers la partie basse et par des gaines textiles en partie haute.

	<p>Les équipements fonctionneront selon la procédure du “free cooling”. Le fluide frigorigène utilisé sera du R410A.</p> <p>Ces équipements seront également équipés de batteries électriques (secours et appoint), d'un contacteur sec à disposition, de détection de fumées DAD avec thermostat incendie et d'une interface de communication. La température de la cellule 5 fera l'objet d'un traitement d'air spécifique avec une production de froid permettant d'obtenir une température constante réglable de +2°C à +8°C</p> <p>La production de froid sera obtenue à partir d'une installation positionnée à l'extérieur d'une puissance de 450 kW alimentée par du dioxyde carbone CO₂.</p> <p>VII. Bureaux et locaux sociaux Le bâtiment comporte un plot de bureaux en RDC, R+1 et R+2 implanté en saillie de la façade Nord des cellules 3 et 4 de l'entrepôt. Ils sont séparés de l'entrepôt par des murs coupe-feu de degré 2 heures et par des portes de communication EI2 120 C équipées de ferme-porte. Cette zone de bureaux et de locaux sociaux ne sera pas contiguë de la cellule de stockage des liquides inflammables.</p> <p>11.2. Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens. Il n'est pas prévu de stockage de liquides inflammables en extérieur.</p> <p>11.3. Dispositions relatives aux stockages en récipients mobiles. Les récipients mobiles seront conformes aux normes et aux codes en vigueur prévus pour le stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p>Une distance de 1 mètre sera maintenue entre le sommet du stockage et la base de la toiture. La hauteur de stockage des liquides inflammables sera limitée à : - limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L, - limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.</p> <p>La distance de 0,3 mètre par rapport aux parois sera respectée (stockage en racks) ou 1 mètre (stockage en masse).</p> <p>La hauteur de stockage toutes matières confondues sera limitée à 11,6 m mètres.</p>
Article 12- Dispositions relatives aux stockages en réservoirs à double paroi	Sans objet pour cet établissement.
Article 13 - Accessibilité	I. Accessibilité au site

L'accès de tous les véhicules (poids-lourds, véhicules légers et secours) se fera à l'angle Nord-Ouest de l'établissement.

Le site disposera de 5 places de stationnement pour les PL et de 146 places de stationnement pour les VL dont 3 places PMR et 1 abri vélo.

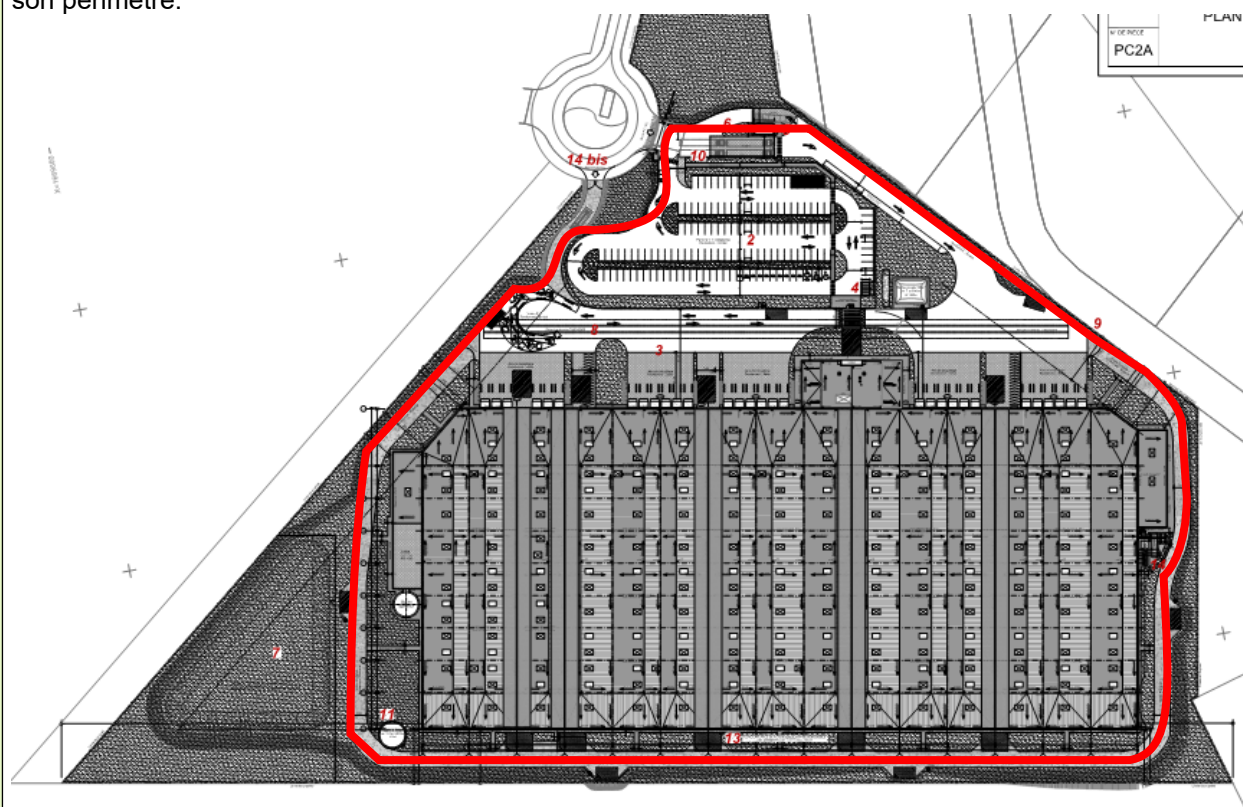


Il est prévu un accès élargi à 10m depuis le rondpoint qui se scinde immédiatement après en 2 accès pompiers (1 par la voie PL et 1 par la voie VL).

Un 2ième accès indépendant depuis le rondpoint de la voie publique sera créé. Cet accès permettra de répondre au point I de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 1 juin 2015 applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 4331.

L'exploitant informera les services d'incendie et de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

Comme schématisé sur le plan masse ci-contre, l'entrepôt est accessible aux engins de secours sur l'ensemble de son périmètre.



La voie engins respecte les prescriptions de l'article 3.2 de l'AM du 11/04/2017 ainsi que les prescriptions du point I de l'article 13 de l'AM du 01/06/2015.

	<p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation Comme précisé plus haut, le bâtiment sera accessible aux Sapeurs-Pompiers sur tout son périmètre. Cette accessibilité est assurée pour partie sur l'emprise des parkings et des aires de manoeuvre des poids-lourds et par une voie circulaire présentant une largeur minimale de 6 m. La voie de circulation des engins de secours sera ainsi maintenue libre à la circulation des véhicules des Sapeurs-Pompiers. La voie engin sera sur la voirie lourde de circulation des PL, ce qui lui confère une résistance conforme aux exigences de l'article 13. : résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site La largeur de la voie engins étant de 6 m, elle respectera les prescriptions de l'article 13 de l'AM du 01/06/2015 (largeur de la voie engins de 3 m + aires de croisement de 3 m).</p> <p>IV. Mise en stationnement des engins La largeur de la voie engins étant de 6 m, elle respectera les prescriptions de l'article 13 de l'AM du 01/06/2015 (largeur de la voie échelles de 4 m). Des aires de stationnement des engins seront implantées sur les deux façades.</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins Les issues de secours de l'établissement sont accessibles depuis la voie de circulation des engins de secours par des chemins stabilisés d'1,80 mètre de large. La façade quais est équipée de 2 accès plain-pied.</p> <p>VI. Accès au bâtiment par les secours Des issues de secours sont présentes dans tous les cellules permettant que tout point des cellules ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs de l'un de ces accès. Dans le cas de la cellule 1bis de stockage de liquides inflammables, les issues de secours permettent que tout point de la cellule ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un des accès.</p>
<p>Article 14 – Moyens de lutte contre l'incendie</p>	<p>I. Plan de défense incendie L'exploitant rédigera un plan de défense incendie conforme aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juin</p>

2015.

II. Moyens humains et matériels

La sécurité incendie est assurée par 8 poteaux incendie implantés autour du bâtiment.

Ces poteaux incendie sont répartis autour de l'établissement de manière à ce que :

- les appareils ne soient pas distants entre eux de plus de 150 m,
- l'accès extérieur de chaque cellule ne soit pas situé à plus de 100 m d'un poteau.

Ces poteaux seront alimentés depuis une réserve de 840 m³ au moyen d'un surpresseur permettant de délivrer 420 m³/h pendant deux heures sur le réseau incendie (ce surpresseur étant associé à un autre surpresseur identique de secours).

La réserve incendie de 840 m³ sera implantée côté Ouest du terrain.

Le débit disponible sur le site (amené par les poteaux depuis la réserve incendie au moyen du surpresseur) sera donc égal à 420 m³/h pendant 2 h

Les 120 m³ manquants seront apportés par le rajout d'une bâche souple de réserve eau incendie de 120m³ raccordée à un poteau incendie propre et avec son aire camion pompier de 4x8m.

Le réseau incendie respectera les préconisations de l'arrêté via la réalisation d'un réseau bouclé autour du bâtiment ce qui permet une alimentation des poteaux par deux côtés. Une vanne de sectionnement sera mise en place en sortie du local surpresseur où se positionne la pomperie.

Une vanne de sectionnement sera également mise en place entre chaque poteau incendie. Cela permettra d'isoler chaque poteau en cas de fuite sur le réseau, et ainsi de maintenir l'installation en fonctionnement. Cela correspond à un réseau maillé et sectionnable comme demandé par l'arrêté ministériel.

Le détail du dimensionnement D9/D9A est précisé au chapitre 8.3 du porter à connaissance.

La cellule de stockage de liquides inflammables sera équipée d'extincteurs adaptés au risque en nombre suffisant.

Des extincteurs seront répartis dans les cellules de stockage à raison d'un appareil pour 200 m² de surface.

Des robinets d'incendie armés seront mis en place dans l'établissement.

L'installation sera équipée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Des réserves de produit absorbant incombustible seront installées dans la cellule.

Le système d'extinction automatique de la cellule 1bis sera adapté au stockage de liquides inflammables.

Il n'est prévu aucun stockage extérieur de liquides inflammables.

Le personnel sera formé à la lutte contre l'incendie.

	<p>Pendant les périodes ouvrées seront présents des membres du personnel formés à la lutte contre les incendies de liquides relevant de la rubrique 4331.</p> <p>III. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application</p> <p>La cellule est équipée d'un réseau sous toiture identique au réseau sous toiture des autres cellules et conforme aux prescriptions FM pour des cellules de stockage dans un bâtiment de 13,7 m de hauteur avec des produits stockés de classe 1 à 4 soit des sprinklers type ESFR K=360 @ 3,5 bars avec 10 sprinklers. Ceci est conforme au chapitre 16.6.1.8 de la règle NFPA.</p> <p>De plus, la cellule est équipée d'un réseau sprinkler en rack équipé de sprinkler K=115 à 68°C type QR (chapitre 16.6.1.4(1)) fonctionnant à 3,6 bars soit 220 l/min par tête (chapitre 16.4.1.4(3)) et dimensionné pour 2*4=8 sprinklers en simultané (chapitre 16.6.1.4(3)).</p> <p>Le système d'extinction automatique de la cellule 1bis est adapté au stockage de liquides inflammables.</p> <p>Des réserves d'émulseur seront réparties à proximité du stockage. Le positionnement des réserves en émulseur ne peut pas être acté à ce stade du projet.</p> <p>Le futur exploitant du site prendra les mesures nécessaires pour assurer le bon respect du positionnement et du conditionnement des réserves.</p> <p>Le futur exploitant du site prendra les mesures nécessaires pour assurer la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de la rubrique 4331 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Le futur exploitant du site prendra les mesures nécessaires pour assurer la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie s'il a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.</p> <p>IV. Contrôles et entretiens</p> <p>Les équipements de lutte contre l'incendie seront régulièrement entretenus.</p> <p>V. Exercices de lutte contre l'incendie</p> <p>Un exercice de lutte contre l'incendie sera mis en place dans le trimestre suivant la mise en service de l'installation. Cet exercice sera renouvelé tous les 3 ans.</p>
Article 15 – Tuyauteries, flexibles, pompes de transfert	Sans objet pour cet établissement.
SECTION III : Dispositif de prévention des accidents	Sans objet pour cet établissement.

<p>Article 16 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles</p>	
<p>Article 17- Installations électriques, éclairage et chauffage</p>	<p>I. Installations électriques Conformément aux dispositions du Code du Travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. La distribution électrique de l'établissement s'opère à partir d'un Tableau Général Basse Tension et de tableaux divisionnaires qui regroupent toutes les commandes et protections des différents circuits. Le bâtiment est alimenté par des câbles passés sous fourreaux et branchés sur le réseau général de la zone à partir d'un transformateur et d'un comptage situé en limite de propriété. L'installation électrique et notamment les gainages électriques sont conformes à la norme NF C 15-100 (référentiel permettant d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations électriques basses tension). Dans la cellule 1bis, à proximité d'une issue de secours, un interrupteur central sera implanté de façon bien visible et bien signalée. Cet interrupteur permettra de couper l'alimentation électrique de l'ensemble de la cellule.</p> <p>II. Eclairage L'éclairage de sécurité est conforme à l'arrêté du 14 décembre 2011. L'éclairage de l'établissement sera assuré par des appareils d'éclairage électrique situés en hauteur (hors de portée des fourches des chariots élévateurs). La partie basse de ces appareils sera équipée d'une grille permettant, en cas d'éclatement d'une ampoule, de retenir les débris incandescents et empêcher ainsi qu'ils atteignent les produits entreposés.</p> <p>III. Chauffage La température des cellules 1 à 4 sera régulée par des rooftops positionnés en toitures de type pompe à chaleur : IH 130 dans les cellules 2 à 4 et IH 085 dans les cellule 1 et 1bis. La température sera régulée par des sondes d'ambiance judicieusement réparties. L'air sera distribué par des gaines métalliques vers la partie basse et par des gaines textiles en partie haute. Les équipements fonctionneront selon la procédure du "free cooling". Le fluide frigorigène utilisé sera du R410A. Ces équipements seront également équipés de batteries électriques (secours et appoint), d'un contacteur sec à disposition, de détection de fumées DAD avec thermostat incendie et d'une interface de communication. La température de la cellule 5 fera l'objet d'un traitement d'air spécifique avec une production de froid permettant</p>

	<p>d'obtenir une température constante réglable de +2°C à +8°C</p> <p>La production de froid sera obtenue à partir d'une installation positionnée à l'extérieur d'une puissance de 450 kW alimentée par du dioxyde carbone CO₂.</p>
Article 18- Foudre	<p>Le bâtiment sera équipé d'une installation de protection contre les effets directs et indirects de la foudre. Cette installation sera conforme aux normes en vigueur et régulièrement contrôlée par une société agréée.</p> <p>La protection du bâtiment contre les effets directs de la foudre sera réalisée par des paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA).</p> <p>Cette protection devra permettre l'écoulement et la dispersion dans le sol des courants de foudre tout en assurant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La limitation à des valeurs non dangereuses des différences de potentiel consécutives à ces courants, ➤ La limitation la meilleure possible des inductions magnétiques et électriques produites par ces courants dans les zones d'installations sensibles. <p>Le bâtiment sera équipé de dispositifs de capture composés chacun d'une pointe captatrice, d'un dispositif d'amorçage, d'une tige support et d'un mât rallonge.</p> <p>Les conducteurs de descente des dispositifs de capture seront placés à l'extérieur du bâtiment. Ils seront constitués d'un rond massif en acier inoxydable de 10 mm de diamètre minimum.</p> <p>Un joint de contrôle cuivre sera installé à 2 mètres environ du sol environ, il assurera la liaison du conducteur de descente à celui de la prise de terre.</p> <p>Un compteur de foudre série (avec afficheur) sera placé au-dessus du joint de contrôle.</p> <p>La protection contre les effets indirects sera assurée par un parafoudre de type 1 dans le TGBT, par un parafoudre de type 2 dans chaque armoire divisionnaire alimentant des équipements importants pour la sécurité.</p>
Article 19 – Ventilation des locaux	<p>Les amenées d'air frais auront une surface géométrique au moins égale à celle des exutoires en toiture du plus grand canton, et seront réalisées par l'ouverture des différentes portes donnant sur l'extérieur (portillons d'issues de secours, portes sectionales de quais et portes sectionnelles de plain-pied).</p>
Article 20 – Systèmes de détection	<p>La cellule est équipée de détecteurs multi-ponctuel de fumée comprenant 1 tête de détection et d'aspiration pour la surveillance d'une zone de 1 600 m² maximum. La surface maximale surveillée par un orifice de prélèvement (point de détection) est fixée à 35 m².</p>
Article 21 – Events et parois soufflables	<p>Sans objet</p>

<p>SECTION IV – Dispositif de rétention des pollutions accidentelles Article 22 - Rétentions</p>	<p>La cellule 1bis est divisée en zones de collecte inférieures ou égales à 500 m², équipées chacune de dispositifs de collecte. Chaque dispositif de collecte est équipé d'un siphon coupe-feu destiné à assurer le rôle de coupe-feu et à éviter que l'incendie ne se propage à la rétention.</p> <p>Cette cellule est reliée à une rétention déportée enterrée de 900 m³.</p> <p>La rétention déportée est calculée selon les volumes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volume d'eau d'extinction incendie sur une zone de collecte de 429 m², selon la règle D9, de 30 m³/h pendant 2 heures • Volume de la cuve sprinkler : 550 m³ • Volume d'intempérie à raison de 10 l/m² sur 2 159 m² : 22 m³ • 100 % du volume de liquides inflammables présents dans une zone de collecte de 500 m² : 250 m³ • Soit un volume total de 882 m³. <p>Le dispositif de rétention couvre 100 % du volume total de produits entreposés dans la cellule.</p> <p>Les plans joints en annexe 2 du présent porter à connaissance permettent de situer la rétention déportée enterrée de 980 m³.</p> <p>Le dallage de la cellule 1bis est en béton et donc étanche aux liquides inflammables qui y seront stockés. En cas de déversement de liquide non inflammable dans le dispositif de rétention déportée, l'exploitant mettra en place une procédure de vidange de la rétention.</p> <p>En cas de déversement de liquides inflammables dans la capacité de rétention, ce dernier sera vidangé par une société spécialisée et évacuées comme déchets dangereux dans un centre de traitement spécialisé.</p> <p>Une procédure sera mise en place par l'exploitant pour assurer la surveillance et la maintenance de la rétention déportée et des regards de collecte répartis dans la cellule 1bis.</p> <p>La canalisation de transport ou les regards de récupération vers la rétention déportée seront munis d'un siphon anti-feu.</p>
<p>SECTION V - Dispositions d'exploitation Article 23 – Surveillance d'exploitation</p>	<p>Le site est clôturé, la hauteur de la clôture est de 2 mètres.</p> <p>L'établissement sera gardienné par télésurveillance 24h/24 et 7j/7.</p>

	<p>La société de télésurveillance disposera de l'ensemble des renvois d'alarme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Alarme du réseau d'extinction automatique, ➤ Alarmes techniques. <p>En cas de déclenchement de l'installation sprinkler en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, la société de télésurveillance aura la charge de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les procédures d'alerte des secours et d'accueil des équipes de secours feront l'objet de consignes précises qui seront rédigées lors de la signature du contrat de gardiennage de l'établissement.</p> <p>La société de télésurveillance disposera en outre, en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement, du renvoi de l'alarme anti-intrusion.</p> <p>Il s'agit d'une protection supplémentaire sachant que l'accidentologie relative aux entrepôts montre qu'une majorité des incendies d'entrepôts est initiée par des actes de malveillance.</p> <p>La cellule de stockage de liquides inflammables (cellule 1bis) sera équipée d'une installation sprinkler avec report en télésurveillance et d'une installation de détection linéaire des fumées faisant office de détection incendie.</p> <p>L'exploitant listera les détecteurs et les opérations d'entretien associées.</p> <p>L'exploitant rédigera la procédure des mesures à mettre en œuvre en cas d'incendie.</p>
Article 24 - Travaux	<p>Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction d'apporter une flamme nue seront affichées dans le bâtiment.</p> <p>Tout travail de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques devra faire l'objet, avant réalisation, d'un permis feu ou d'un permis d'intervention.</p> <p>Ces documents seront conservés sur le site et seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Article 25 – Vérification périodique et maintenance des équipements	<p>L'exploitant s'assurera de la bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des installations électriques et de chauffage.</p> <p>Les vérifications périodiques seront consignées dans un registre de sécurité.</p>
Article 26- Consignes et protection individuelle	<p>En plus des consignes de sécurité rappelant l'interdiction de fumer hors des zones dédiées, des consignes de sécurité en cas d'incendie seront affichées dans les cellules de stockage de l'établissement.</p> <p>Une procédure sera rédigée par l'exploitant pour qu'en cas d'incendie, les services de la Préfecture et les services de l'inspection des installations classées soient prévenus.</p>

	Des matériels de protection individuelle adaptés aux risques seront conservés à proximité de l'installation. Ces matériels seront entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel sera formé à leur emploi.
Article 26-1 – Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation	Sans objet.
CHAPITRE III – Emissions dans l'eau SECTION I : Principes généraux Article 27- Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu	<p>Le site ne générera pas d'effluents aqueux.</p> <p>Les eaux usées produites seront assimilables à des eaux usées domestiques, elles seront exemptes de tout produit chimique ou matières dangereuses.</p> <p>Les eaux de voiries et de parking transiteront par un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le dispositif de collecte et d'infiltration composé d'un bassin enterrée et d'un bassin à l'air libre, réduisant les émissions de polluants à la source.</p> <p>Les performances du séparateur à hydrocarbures mis en place seront en conformité avec les normes en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ➤ MES (matières en suspension) : 100 mg/l. <p>Le séparateur d'hydrocarbures sera curé au minimum une fois par an avec une inspection visuelle complète.</p> <p>Un point de prélèvement (regard) sera aménagé dans la canalisation reliant le séparateur d'hydrocarbures au bassin d'orage afin de permettre le prélèvement puis la mesure des eaux pluviales de voiries traitées. Ces mesures permettront de vérifier le maintien des performances de dépollution du séparateur d'hydrocarbures de l'établissement.</p>
SECTION II – Prélèvements et consommation d'eau Article 28- Prélèvement d'eau	Sans objet
Article 29 – Ouvrages de prélèvements	Sans objet
Article 30 - Forages	Sans objet
SECTION III – Collecte et rejet des effluents Article 31- Collecte des effluents	Les collecteurs de la cellule de stockage de liquides inflammables seront équipés de siphons anti-feu.
Article 32- Points de rejets	Il n'est pas prévu de rejet dans le milieu naturel d'effluents contenant des liquides inflammables.

	<p>Le projet d'implantation de l'exploitant sur le site s'accompagne d'une imperméabilisation partielle du terrain. Cette imperméabilisation doit être compensée par la création de plusieurs bassins permettant de ne pas augmenter le débit de pointe du rejet des eaux pluviales en cas d'orage :</p> <ul style="list-style-type: none">- un dispositif de collecte des eaux pluviales de voiries (bassin enterré),- un dispositif de collecte des eaux pluviales de toitures (bassin à l'air libre). <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales du site sera de type séparatif : les eaux pluviales de toitures seront collectées indépendamment des eaux pluviales de voiries.</p>
Article 33- Points de prélèvements pour les contrôles	<p>Les eaux de voiries et de parking transiteront par un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le dispositif de collecte et d'infiltration composé d'un bassin enterré et d'un bassin à l'air libre, réduisant les émissions de polluants à la source.</p> <p>Les performances du séparateur à hydrocarbures mis en place seront en conformité avec les normes en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Hydrocarbures totaux : 10 mg/l➤ MES (matières en suspension) : 100 mg/l. <p>Le séparateur d'hydrocarbures sera curé au minimum une fois par an avec une inspection visuelle complète.</p> <p>Un point de prélèvement (regard) sera aménagé dans la canalisation reliant le séparateur d'hydrocarbures au bassin d'orage afin de permettre le prélèvement puis la mesure des eaux pluviales de voiries traitées.</p> <p>Ces mesures permettront de vérifier le maintien des performances de dépollution du séparateur d'hydrocarbures de l'établissement.</p>
Article 34- Rejet des eaux pluviales	<p>Les eaux usées produites seront assimilables à des eaux usées domestiques, elles seront exemptes de tout produit chimique ou matières dangereuses.</p> <p>Les eaux de voiries et de parking transiteront par un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le dispositif de collecte et d'infiltration composé d'un bassin enterré et d'un bassin à l'air libre, réduisant les émissions de polluants à la source.</p>

	<p>Le réseau de collecte des eaux pluviales du site sera de type séparatif : les eaux pluviales de toitures seront collectées indépendamment des eaux pluviales de voiries.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an.</p>
Article 35 – Eaux souterraines	Il n'est pas prévu de rejet d'effluents vers les eaux souterraines.
SECTION IV – Valeurs limites d'émission Article 36 - Généralités	Tous les effluents aqueux seront canalisés. Il n'y aura pas de dilution des effluents.
Article 37 – Température et pH	Sans objet
Article 38 – VLE pour rejet dans le milieu naturel	Sans objet
Article 39 – Raccordement à une station d'épuration	Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sera établie avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.
Article 40 – Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration	Les opérations de prélèvements et d'analyses seront réalisées conformément aux prescriptions techniques définies par l'arrêté du 27 octobre 2011 susvisé.
Article 41 – Rejets d'eaux pluviales	Les performances du séparateur à hydrocarbures mis en place sur le site sont en conformité avec les normes en vigueur.
SECTION V- Traitement des effluents Article 42- Installations de traitement	Sans objet
Article 43 - Epandage	L'épandage n'est pas prévu.
CHAPITRE IV : Emissions dans l'air SECTION I - Généralités	Sans objet

Article 44	
Article 44-1	Sans objet
Article 44-2	Sans objet
SECTION II – Rejets à l’atmosphère Article 45 – Points de rejets	Sans objet
Article 46 – Points de mesures	
Article 47 – Hauteur de cheminée	Sans objet
SECTION III- Valeurs limites d’émission Article 48 – Généralités	Sans objet
Article 49 – Débit et mesures	Sans objet
Article 50 – VLE	Sans objet
Article 51 – Plan de gestion des solvants	Sans objet
Article 52 – Odeurs	Sans objet, l’activité de stockage n’est pas génératrice d’odeurs.
CHAPITRE V- Emissions dans les sols Article 53	Il n’y aura pas de rejet direct dans les sols.
CHAPITRE VI – Bruit et vibration Article 54	Afin de veiller à ce que l’exploitation du bâtiment n’engendre pas de gênes sonores, des mesures acoustiques seront réalisées dans un délai de trois mois suivant la mise en service du site.
CHAPITRE VII – Déchets Article 55 – Généralités	L’activité de logistique qui sera mise en œuvre sur le site produira essentiellement des déchets d’emballage et d’autres déchets non dangereux qui seront triés, conditionnés, enlevés conformément à la législation en vigueur afin de

	favoriser leur valorisation. L'enlèvement de ces déchets sera réalisé par des sociétés spécialisées.
Article 56 – Stockage des déchets	La séparation des déchets sera effectuée. Le stockage des déchets ne sera pas source de nuisances pour le voisinage. La quantité entreposée ne dépassera pas la capacité mensuelle produite.
Article 57 – Elimination des déchets	Tous les bordereaux de suivi de déchets seront conservés sur le site. L'exploitant tiendra à jour un registre déchet conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Le brûlage à l'air libre sera interdit.
CHAPITRE VIII – SURVEILLANCE DES EMISSIONS SECTION I – Généralités	Non concerné
SECTION II – Emissions dans l'air	Non concerné
SECTION III – Emissions dans l'eau	Non concerné
SECTION IV- Impacts sur l'air	Non concerné
SECTION VI – Impacts sur les eaux souterraines	Non concerné
SECTION VII – Déclaration annuelle des émissions polluantes	Abrogé